Document généré le 25 avr. 2024 15:35

Études internationales

Locating Global Order. American Power and Canadian Security after 9/11, Bruno Charbonneau et Wayne S. Cox (dir.), 2010, Vancouver, UBC Press, 354 p.

Noémie Latendresse-Desmarais

Volume 43, numéro 1, mars 2012

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1009153ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1009153ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)
1703-7891 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Latendresse-Desmarais, N. (2012). Compte rendu de [*Locating Global Order. American Power and Canadian Security after 9/11*, Bruno Charbonneau et Wayne S. Cox (dir.), 2010, Vancouver, UBC Press, 354 p.] *Études internationales*, *43*(1), 130–132. https://doi.org/10.7202/1009153ar

Tous droits réservés © Études internationales, 2012

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

qu'il existe une histoire nationale de la transparence qui peut en partie inspirer, selon Marquardt, la politique étrangère des États-Unis.

La transparence comme instrument de la politique de puissance des États-Unis apparaît comme un héritage du passé, un capital pour le présent et un investissement porteur d'avenir :

Héritage du passé, la transparence a permis pendant la guerre froide et à sa suite d'institutionnaliser des cadres multilatéraux et bilatéraux de dialogue aux fins de réduction des tensions entre les États-Unis et l'URSS, de gel de la sphère d'influence soviétique.

Capital pour le présent, la transparence est une modalité de surveillance de la montée en puissance de la Chine à travers la recherche systématique des informations sur ses capacités et ses ressources.

Investissement pour le futur, la transparence est promue par l'administration Obama notamment comme moyen de lutter contre la prolifération des armes nucléaires, le crime organisé et la corruption, comme base de construction des régimes alliés des États-Unis d'Amérique.

Au total, l'ouvrage de Marquardt constitue une analyse originale de la puissance américaine par le biais de la transparence. En faisant de la transparence la variable dépendante de la puissance américaine, l'analyse de James J. Marquardt pèche par unilatéralisme. Tout se passe comme si ce sont toujours les dirigeants américains qui contrôlent en tout temps et en toute circonstance le discours et la pratique de la transparence ; il aurait été intéressant de prendre en compte la manière dont l'opinion publique américaine peut retourner la transparence contre la puissance, comme elle l'a fait notamment pour le Vietnam. Dans le même ordre d'idées, parce qu'il n'y a pas de puissance américaine sans interaction avec les autres, il aurait été intéressant de s'intéresser à la réception de la transparence telle qu'elle est promue par les États-Unis dans divers pays. D'où la faiblesse de cet ouvrage en ce qu'il est surtout un monologue américain sur la puissance des États-Unis.

Luc SINDJOUN
Université de Yaoundé II

RÉGIONS – AMÉRIQUES

Locating Global Order. American Power and Canadian Security after 9/11

Bruno CHARBONNEAU et Wayne S. COX (dir.), 2010, Vancouver, UBC Press, 354 p.

Cet ouvrage, dirigé par les politicologues Bruno Charbonneau et Wayne S. Cox, a pris forme en 2007, à la suite d'invitations lancées pour une table ronde dont le sujet était la sécurité canadienne après les attentats du 11 septembre 2001 (littéralement *9/11*). Ainsi que nous l'annonce son titre, ce livre se penche sur la question de l'ordre mondial, s'inscrivant ainsi dans le champ des relations internationales. Précisément, l'intérêt de cet ouvrage réside dans le questionnement de la prémisse de base, à savoir que les débats entourant le 11-Septembre concèdent tous qu'il y a, *a priori*, un ordre politique hiérarchique. Cet ordre est composé à la fois d'acteurs tels que l'État et les institutions internationales, qui se trouvent au sommet, ainsi que d'individus et de groupes sociaux situés, quant à eux, à la base. Plus encore, dans cette forme de pensée, peu importe l'orientation prise par les débats, un État *fort*, voire un empire ou un gouvernement

mondial, serait à même d'imposer la paix et de réguler le système international. En ce sens, la nature de l'ordre mondial est connue de tous, et on ne peut la remettre en question. Or, l'ordre mondial, même s'il est toujours en processus d'imposition et de reproduction, se trouve aussi toujours contesté, négocié, mis à l'épreuve.

L'objectif de ce livre, selon Bruno Charbonneau et Wayne Cox, est d'ouvrir le débat sur la signification de la relation entre la politique et son positionnement, précisément dans le contexte canadien. Séparé en douze chapitres, l'ouvrage se penche particulièrement sur cette relation qui prend forme dans les débats entourant la sécurité. Ce livre annonce d'emblée au lecteur qu'il cible de façon précise l'objet de sa recherche, c'est-à-dire qu'il analysera les politiques canadiennes de sécurité situées dans un ordre mondial construit dans la prédominance des États-Unis, particulièrement depuis les attentats du 11 septembre 2001. Cela permet donc au lecteur de concentrer son analyse sur ce thème bien délimité. En ce sens, l'ouvrage collectif enrichit et réoriente les débats contemporains sur le rôle du Canada dans la construction d'un ordre mondial.

Dans un premier temps, en guise d'introduction, Charbonneau et Cox proposent de mettre en contexte le concept d'ordre mondial. Ils évoquent ainsi différentes définitions proposées, diverses visions, s'attardant sur le Canada en spécifiant que son rôle dans l'ordre global, particulièrement dans les questions de sécurité, est lié à celui des États-Unis. Cette partie met la table aux chapitres qui suivront, et offre une bonne compréhension du concept qui sera analysé tout au long de cet ouvrage. Toujours dans l'introduction, la structure du livre est précisée, fournissant ainsi une synthèse intéressante au lecteur pressé.

Cet ouvrage propose quatre sections regroupant les textes de chaque auteur en divers thèmes, tous gravitant autour de la visée à savoir *où* et *comment* l'ordre mondial est construit par les Canadiens. Dan O'Meara et Alex Macleod exposent respectivement dans les premier et deuxième chapitres des textes abordant des thèmes théoriques des relations internationales. Macleod étudie comment, à la suite du 11-Septembre, les questions de sécurité et les questions militaires arrivent à modeler les débats entourant la discipline même des relations internationales. Les autres chapitres abordent plutôt des études de cas, qu'il s'agisse des pratiques nationales de sécurité ou, encore, de la construction d'un ordre mondial en Afghanistan ou en Afrique. Bruno Charbonneau et Geneviève Parent abordent ainsi la question du rôle canadien en Afghanistan. Le rôle (et l'image) traditionnel du Canada relativement au maintien de la paix a changé. Il porte maintenant sur la démocratisation, le développement économique ainsi que la reconstruction d'un État qualifié de « fragile ». Les auteurs diront que la guerre du Canada en Afghanistan est une tentative d'imposer l'ordre mondial à la population afghane. Dans la même veine, Timothy Shaw estime que le Canada, autrefois respecté internationalement en raison de ses valeurs humanitaires, prend un nouveau tournant depuis l'élection du gouvernement conservateur de Stephen Harper dans le milieu des années 2000. Selon Shaw, ce gouvernement accorde beaucoup plus d'importance à des missions à visées sécuritaires et militaires, qu'à des missions humanitaires, dans le but de préserver une relation privilégiée avec les États-Unis.

Il s'agit donc dans l'ensemble d'un ouvrage ambitieux, mais qui atteint l'objectif fixé, soit d'ouvrir le débat quant à

savoir où se situe l'ordre mondial. La variété des auteurs ainsi que les points de vue traités enrichissent l'œuvre. Il est vrai que, pour être en mesure de cerner adéquatement le concept d'ordre mondial, il est essentiel d'avoir recours à une diversité de perspectives. Proposant plusieurs analyses de cas, cet ouvrage est donc pertinent pour tout étudiant ou pour tout universitaire qui s'intéresse aux questions de sécurité concernant le Canada. En outre, le livre est bien structuré, car, si l'introduction pose la question de savoir quel est le rôle du Canada dans la construction d'un ordre mondial vis-à-vis des États-Unis, à la lumière de tous les chapitres présentés la conclusion interroge à nouveau cette nature et ce positionnement, permettant un tour d'horizon intéressant.

Noémie LATENDRESSE-DESMARAIS
Université du Québec à Montréal

In the National Interest. Canadian Foreign Policy and the Department of Foreign Affairs and International Trade, 1909-2009

Greg DONAGHY et Michael K. CARROLL (dir.), 2011, Calgary, University of Calgary Press, 284 p.

Cet ouvrage collectif de douze chapitres sur la politique étrangère du Canada met à contribution deux champs disciplinaires : l'histoire et les sciences politiques. Son originalité est d'offrir une étude de l'intérêt national du Canada sur un siècle (1909-2009), au moyen d'analyses sur le commerce, l'identité nationale et la sécurité.

L'ouvrage soutient comme argument central que l'intérêt national est avant toute chose déterminé, remodelé et ajusté en fonction des premiers ministres et des contextes. Selon les époques, cet intérêt national s'est cristallisé sur l'unité nationale, la sécurité humaine, l'identité canadienne, la prospérité économique ou la promotion des valeurs canadiennes. La défense de l'intérêt national s'est effectuée aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du Canada.

À l'extérieur, la défense de l'intérêt national s'est jouée, d'une part, dans les relations canado-américaines et, d'autre part, dans les instances internationales.

Devant l'intransigeance de Washington, le Canada a dû diversifier ses relations économiques afin de diminuer sa dépendance vis-à-vis des États-Unis. Cela a été rendu possible par la politique de la « troisième option », qui a démontré que la défense de l'intérêt national du Canada à l'extérieur n'était pas limitée aux relations canado-américaines en dépit de l'importance de celles-ci.

Dans les instances internationales, cela s'est fait au niveau de l'ONU et de la Francophonie. Il s'agissait de promouvoir la liberté, le bilinguisme et l'unité canadienne. À ce sujet, Gendron explique que le lancement de la l'Organisation mondiale de la Francophonie en 1965 causa des problèmes à l'unité nationale canadienne, notamment avec les velléités d'indépendance du Québec. Cependant, le regain d'intérêt du Canada pour les pays francophones a permis l'ouverture de plusieurs représentations diplomatiques dans ces pays. L'accroissement de ces représentations diplomatiques avait du reste commencé à la fin de la Seconde Guerre mondiale, puisque leur nombre passa de 7 en 1939 à 64 en 1956.

Qu'en est-il de la dimension nationale de l'intérêt national canadien ? À ce sujet, les contributeurs de cet ouvrage parlent de souveraineté, de sécurité nationale et d'unité nationale.